



CONSEIL COMMUNAL
DE
SAINT-PREX
COMMISSION DES FINANCES

Saint-Prex, le 9 décembre 2024

Au Conseil communal de
Saint-Prex

Rapport de la Commission des finances sur le préavis no 12/10.2024 concernant le budget du service des finances communales pour l'an 2025

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Comme à chaque fin d'année, la Commission des finances rapporte sur le budget de l'année suivante.

Nous vous rappelons l'importance du budget. Il s'agit d'une autorisation de dépenses courantes pour l'année à venir. Des dépenses complémentaires ou des investissements significatifs font l'objet de préavis spécifiques. Dans ce préavis il s'agit d'approuver des dépenses et des charges situées en-dessous du montant de 50 millions de francs qui avait été franchi en 2024. Les charges budgétées sont ainsi de CHF 46'476'710 et les revenus sont de CHF 47'093'710, soit un bénéfice, selon préavis, de CHF 617'000.- en lieu et place d'une perte de CHF 1'234'000.- pour le budget 2024. Le préavis fait ainsi état d'une augmentation de résultat de CHF 1'851'000.- entre le budget 2025 et le budget 2024.

La Commission des finances a revu et discuté du budget 2025 lors d'une séance tenue le 12 novembre 2024 avec Messieurs Porzi (syndic), Hennard (municipal en charge des finances) et Jean-Yves Thévoz (chef du service des finances). La Commission des finances s'est réunie ensuite le 18 novembre 2024 et a soumis plusieurs questions à la Municipalité et à notre boursier qui y ont répondu, ce dont nous les remercions.

Lors de la séance du 12 novembre, la Commission était composée de Mesdames Sylvie Fuchs et Maud Favre ainsi que de Messieurs Fabrice Dessaux, Denis Oggiano et du soussigné. Messieurs Sylvain Rodriguez et Henri Haller étaient excusés pour cette séance mais ont pu participer à celle du 18 novembre.

Nous ne relevons que les variations qui nous semblent significatives tant d'un point de vue financier que de politique budgétaire, pour le reste nous vous renvoyons aux explications comprises dans le préavis.

Proportion des charges maîtrisables

Nous comparons le budget 2025 avec les chiffres effectifs 2023, les chiffres définitifs 2024 ne sont pas disponibles et le budget 2024 est un ... budget !.

Comme à l'accoutumée, nous relevons que selon le budget 2025 notre commune maîtrise 28.7 % de ses charges d'exploitation à savoir essentiellement les positions 30 (Charges de personnel) et 31 (Charges de biens et services et autres charges d'exploitation). En 2023 (chiffres effectifs), ce pourcentage était de 25.9%.

Cette différence significative provient de l'accroissement des charges de la gestion communale (codes 30 et 31) entre 2023 et budget 2025. Cette augmentation de 548 KCHF est de 4.7% (effectif 2023 : 11'738 KCHF, budget 2025 : 12'286 KCHF).

Les charges liées au canton, collectivités publiques et autres péréquations (charges de transferts codes 36 et 46) restent pratiquement stables à 24.5 MCHF. Notre commune maîtrise donc 12,3 MCHF de charges courantes.

Postes 30 et 31

S'agissant du poste 30 « Charges de personnel », la Commission des finances relève la stabilité des EPT (équivalent plein temps). Au 30.09. 2024 notre commune employait 54.91 EPT (30.09.2023 : 53.76 EPT), le budget 2025 prévoit 52.51 EPT.

Nous relevons toutefois que la masse salariale a augmenté de 4.8 % entre 2023 et le budget 2025. Ces augmentations sont dues à des augmentations de salaires, des annuités contractuelles et changements de personnel. Elles excèdent l'inflation pour la période considérée.

Un important travail d'analyse de l'organisation des tâches de la commune et des postes de travail et a été entrepris en 2023. Cette analyse s'est concrétisée par une redéfinition de certains postes, une réallocation des ressources engagée en 2024. Une évaluation courant 2025 de cette réorganisation de l'administration communale nous semblerait judicieuse.

S'agissant du poste 31 (biens services et autres charges d'exploitation) l'augmentation entre le réel 2023 et le budget 2025 est de 4.5 % (+ 260 KCHF). Cet accroissement est expliqué en partie par l'augmentation des coûts d'entretien des bâtiments et de prestations de services et honoraires. La hausse des coûts de l'énergie a été compensée par la production des panneaux photovoltaïques (STEP, Station de pompage).

Piscine code 34103

Le budget de la piscine couverte pour 2025 prévoit une charge nette de 334 KCHF contre 371 KCHF en 2023. Nous relevons les efforts de la Municipalité pour maîtriser les charges de la piscine en particulier en relation avec le personnel.

Pour rappel, il faut ajouter 249 KCHF soit la part ASISE revenant à St-Prex et la prise en compte de 150 KCHF soit l'amortissement annuel correspondant à l'amortissement extraordinaire effectué lors de la mise en route de la piscine pour connaître la charge totale. La charge nette budgétisée de la piscine est ainsi de 583 KCHF contre 602 KCHF selon les

comptes 2023. Si l'on ajoute les 150 KCHF de la part annuelle à l'amortissement extraordinaire, la charge nette est de CHF 733 KCHF.

Centre sportif de Marcy code 34100 et 34101

Le Centre sportif de Marcy budgétise quant à lui des charges nettes de CHF 179'650 auxquelles il convient d'ajouter CHF 177'000 d'amortissements extraordinaires, selon la même logique que pour la piscine. Ainsi, le coût total du Centre sportif de Marcy est de CHF 356'650.

1^{er} août

A titre d'information, nous relevons que la manifestation du 1^{er} août est financée par la Commune à hauteur de CHF 39'600.- selon le budget 2025. Cette charge est relativement stable et l'augmentation du budget des manifestations pour 2025 est donc lié à d'autres événements éventuels en 2025.

Autres charges de transfert, net (codes 36 et 46)

Comme indiqué avant dans le rapport, la Municipalité ne peut vraiment intervenir directement que sur 2 groupes de charges, le 30 «Charges de personnel et le 31 « Biens, services et autres charges d'exploitation ». Les autres dépenses nous sont soit imposées (facture sociale), soit font partie d'engagements sous forme de contrats que nous avons signés, PRM, SDIS, Protection civile, ASISE, AVASAD, ARASMAC, FAJE et AJEMA, etc.. Ces autres charges restent globalement stables entre 2023 (KCHF 24'493) et budget 2025 (KCHF 24'576).

Recettes

Au niveau des recettes, il reste difficile d'anticiper les revenus à cause des corrections possibles d'années antérieures et de la volatilité des rentrées d'impôts des personnes morales.

Un montant total de recettes fiscales et taxes de 34.9 MCHF est prévu au budget 2025 contre 35.9 MCH réalisé en 2023. Au niveau des recettes, le budget 2025 nous semble raisonnable.

Politique de stationnement et économies d'énergie

La Municipalité nous a fait part en toute transparence du fait que le budget 2025 reprenait des recettes liées à la politique de stationnement qui doit être soumise en cours d'année 2025 à l'approbation du Conseil communal. Les recettes budgétées, ainsi que les charges y relatives correspondent à une année pleine. Dans la mesure où ces mêmes montants ont été repris, bien entendu dans l'autre sens, dans le budget 2025 de PRM, la Municipalité les a repris dans le budget communal 2025.

Comme il est acquis que la nouvelle politique de stationnement, si elle est approuvée par le Conseil communal, ne sera mise en place que dans de nombreux mois, au plus tôt le 1^{er} juillet 2025 selon la Municipalité, la Commission des finances propose un amendement au budget et donc la suppression des charges et revenus en cause dans le budget.

En cas d'acceptation de l'amendement ainsi proposé, dans la mesure où les revenus budgétés sont de CHF 482'000.- (accroissement des amendes d'ordre compris) pour des charges de perception de CHF 105'400.-, le résultat net de CHF 376'600.- lié à la politique

de stationnement viendra en diminution du bénéfice 2025 budgété qui passera de CHF 617'000 à CHF 240'400.-, toujours en amélioration de CHF 1'474'400.- par rapport au budget 2024. Quant à la marge d'autofinancement, celle-ci passera de CHF 3'259'300 à CHF 2'882'700 soit une différence de CHF 597'820.- par rapport au budget 2024. A noter que cette différence est notamment due aux économies d'énergie importantes de CHF 238'000 réalisées à la fois grâce à la baisse des tarifs de l'énergie et à l'autoconsommation dont les charges d'amortissement par CHF 65'000 ne pèsent pas sur la marge d'autofinancement.

Autofinancement

La marge d'autofinancement pour 2025 se situe donc, en cas d'approbation de l'amendement à CHF 2.9 MCHF, en augmentation de 598 KCHF par rapport au budget 2024. La contribution nette du patrimoine financier à l'autofinancement est de 1.5 MCHF (entre 2 et 3 points d'impôts). Le patrimoine financier génère ainsi 52% de la marge d'autofinancement alors que le patrimoine administratif génère, avec 920 KCHF, 32% de celle-ci, le solde étant assuré par les comptes affectés.

Notre marge d'autofinancement reste donc faible au vu des nombreux investissements annoncés dans les documents remis avec le budget. Ceci est d'autant plus vrai que la plupart de ces investissements sont jugés indispensables par la Commission des finances et que nombre d'entre eux relèvent du ménage communal général, financé par l'impôt, et non des comptes affectés, qui sont eux financés par les taxes.

Investissements et endettement

Le budget d'investissement 2025 s'élève ainsi à près de 8'954 KCHF, dont 6'779 KCHF font partie de préavis d'ores et déjà déposés et le solde de préavis à venir.

Une partie de ces investissements se rapporte à des comptes affectés (financés par des taxes spécifiques). Les investissements engagés sur préavis déposés pour des investissements non affectés est de 4'380 KCHF et excède notre marge d'autofinancement prévue.

Ces préavis déposés ou à venir devront donc être financés essentiellement par l'emprunt. Notre endettement actuel de 56, 15 MCHF (au 30 septembre 2024) s'accroîtra des montants des investissements effectués en 2025 hors marge brute d'autofinancement.

A noter également que la Commission des finances reste dubitative sur les besoins d'investissement du réseau routier. Selon les experts mandatés par la Municipalité, 500 KCHF devraient être investis par année alors que le budget 2024 ne prévoit que 220 KCHF sans que la différence ne fasse l'objet d'une provision dans les comptes. La Municipalité nous a expliqué que la différence passerait par des préavis et donc entrerait dans les charges d'investissement. Si une partie peut, en effet, être supportée par les comptes affectés lors de réparations et entretiens de conduites ou de mises en séparatif, il n'en demeure pas moins que certaines routes ne sont pas concernées par de tels travaux. Au vu des montants importants qui sont en jeu, la Commission des finances recommande à la Municipalité d'estimer l'impact de cet apparent retard d'investissements sur les finances communales.

MCH2 et perspectives

Nous avons à présent basculé sur MCH2. Ceci nous oblige à assimiler une nouvelle présentation des comptes qui a pour mérite principal de rendre plus lisibles les réserves et

autres provisions constituées. Or, le passage en 2024 à MCH2 a conduit à une dissolution de l'essentiel de ces réserves. Tout simplement, la Commune de Saint-Prex n'en dispose pratiquement plus. Ainsi, le résultat ne pourra plus être amélioré au moyen de reprises de comptes. Par contre, les amortissements extraordinaires des années précédentes ont pour effet de diminuer la charge d'amortissement des années à venir, ce qui améliore le bénéfice pour des raisons purement comptables.

Ainsi, la marge d'autofinancement reste la meilleure boussole pour juger de la situation financière de la commune. Or, encore une fois, au vu des investissements importants à venir, celle-ci est insuffisante et, même si les taux semblent à nouveau baisser, la Commission des finances juge déraisonnable de compter sur l'emprunt pour faire face à cette situation.

Certes, la Municipalité nous a habitués à nous présenter des comptes meilleurs que le budget et il est permis d'espérer que la marge d'autofinancement du patrimoine administratif soit finalement plus élevée. Mais le budget doit servir de base aux décisions à prendre dans les 12 prochains mois.

C'est le lieu de préciser que la Commission des finances, grâce aux nombreux échanges qu'elle a sur le sujet avec la Municipalité, ne doute pas que celle-ci cherche à maîtriser les charges communales et à trouver des pistes d'économies. Plusieurs postes du budget, notamment celui de la piscine mais pas que celui-ci, le démontrent. Nous relevons également l'importance du contrôle de la masse salariale et le défi de maîtriser les charges des associations intercommunales.

Il n'en demeure pas moins que les chiffres sont têtus et qu'à l'instar des conclusions du rapport de la Commission des finances sur les comptes 2023, il faut constater que sauf à s'endetter, il n'y a que deux alternatives lorsque la marge d'autofinancement est insuffisante pour faire face aux investissements : la baisse des charges ou la hausse des impôts.

Au vu des contraintes budgétaires fédérales et cantonales, il n'y a en effet aucun espoir à avoir quant à un report de charges sur le canton.

Notre Commune dispose encore de temps pour prendre des mesures intelligentes afin d'éviter de devoir prendre plus tard des décisions douloureuses. La Commission des finances soutiendra donc pleinement la Municipalité dans tous ses efforts en vue de dégager par une bonne maîtrise des charges de nouvelles marges de manœuvre budgétaires.

Conclusion

Notre analyse du budget 2025, en prenant en compte les réponses reçues, ne nous a pas conduit à relever d'éléments discordants par rapport aux budgets et comptes des exercices antérieurs.

En conclusion, vu ce qui précède, la Commission des finances, à l'unanimité de ses membres, vous propose d'accepter le préavis tel que présenté, sous réserve de l'amendement suivant :

Amendement :

Le compte 61510.4240.17 «Taxes d'utilisation - horodateurs » de CHF 394'000.00 est supprimé. Le compte 11100.3612.01 « Participation aux charges de la police administrative » de CHF 403'600.00 est réduit de CHF 105'400.00 pour se solder à CHF 298'200.00. Le poste 11100.4270.00 « Amendes d'ordre » de CHF 128'000.00 est réduit de CHF 88'000.00 pour se solder à CHF 40'000.00.

Par conséquent, nous vous prions, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers de prendre la décision suivante :

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- vu le préavis municipal
- entendu le rapport de la commission des finances chargée de l'étudier
- considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DECIDE

1. d'approuver l'amendement présenté par la Commission des finances
2. d'adopter le budget du service des finances communales pour l'an 2025 tel qu'amendé présentant CHF 46'611'710 aux recettes et CHF 46'371'310 aux dépenses.

Pour la Commission des finances :



Nicolas Cottier, Président